

Département

ISERE

Canton

BOURGOIN-JALLIEU

Commune

BOURGOIN-JALLIEU

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité - Fraternité

ARRETE DU MAIRE N°DST/B/P/2019/56

ARRIVE LE

27 SEP. 2019

**SOUS-PRÉFECTURE
DE LA TOUR-DU-PIN (ISÈRE)**

**Arrêté prescrivant la modification simplifiée n° 2 du Plan Local d'Urbanisme relative au secteur des
LILATTES**

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L 153.37, L153-45 à L 153-48, R 153.20 et R153.21.

Vu la délibération n° DB270114014 en date du 27 janvier 2014 approuvant le Plan Local d'Urbanisme (PLU),

Vu la délibération n° DB010216009 en date du 1er février 2016 approuvant la modification n°1 du PLU,

Vu la délibération n° DB180205027 en date du 11février 2019 approuvant la modification n°2 du PLU,

Considérant que les objectifs poursuivis dans le cadre de cette évolution portent sur l'adaptation de l'OAP et de certaines dispositions règlementaires du PLU afin de permettre la mise en œuvre du projet d'aménagement urbain retenu sur le secteur d'Orientations d'Aménagement et de Programmation Lilattes.

Considérant que cette évolution du document d'urbanisme n'a pas pour conséquence (conformément aux articles L 153-31, L153-36 et L 153-41 du code de l'urbanisme) de :

- changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables.
- réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière.
- réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance.
- ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les neuf ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier.
- Créer des orientations d'aménagement et de programmation de secteur d'aménagement valant création d'une zone d'aménagement concerté

et, d'autre part, quelle n'a pas pour effet de :

- majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan, sauf exceptions visées par le code de l'urbanisme,
- diminuer ces possibilités de construire,
- réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser.

Considérant que les évolutions à apporter au PLU relèvent du champ d'application de la procédure de modification simplifiée.

ARRÊTE

ARTICLE 1 Objectifs poursuivis pour la modification

La procédure de modification simplifiée n°2 du PLU porte sur le secteur d'Orientation d'Aménagement et de Programmation Lilattes et permet d'adapter le Plan Local d'Urbanisme au projet urbain qui a été précisé et validé sur ce secteur.

La procédure de modification simplifiée n°2 poursuit les objectifs suivants :

- Faire évoluer l'OAP et permettre la traduction réglementaire du projet d'aménagement urbain retenu sur ce secteur et conçu dans le respect des principes du développement durable.
- Indiquer toutes les conditions permettant d'assurer la prise en compte de la qualité architecturale, urbaine et paysagère du projet et en particulier préciser la capacité d'accueil, ajuster les règles d'implantation, de hauteur des constructions ainsi que les règles de stationnement

La ville va préciser l'OAP déjà existante, selon les possibilités offertes par les articles R 151-6 à L 151-7 du code de l'urbanisme, mais aussi certaines dispositions du règlement applicables à ce secteur, en particulier dans sa partie Nord.

ARTICLE 2 Procédure

La MRAe, Mission Régionale de l'Autorité environnementale sera saisie dans le cadre d'une demande d'examen au cas par cas afin de savoir si le projet de modification simplifiée n° 2 du PLU de Bourgoin-Jallieu est soumis ou non à Evaluation environnementale sur la base en particulier du CERFA complété.

Le projet de modification simplifiée n° 2 sera envoyé pour avis aux personnes publiques associées.

Il sera ensuite mis à la disposition du public, selon des modalités qui seront définies par délibération du conseil municipal.

A l'issue de la mise à disposition, le maire en présentera le bilan devant le conseil municipal qui pourra procéder ensuite à l'adoption du projet de modification simplifiée par délibération motivée, éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et observations du public.

Le présent arrêté fera l'objet d'un affichage en mairie pendant le délai d'un mois.

Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Il sera, en outre, publié au recueil des actes administratifs de la commune.

Fait, en quatre exemplaires à Bourgoin-Jallieu, le 10/09/2019

Vincent CHRQUI,



Maire de Bourgoin-Jallieu,
Premier Vice-Président de la CAPI
Conseiller Départemental de l'Isère

